

RÉSUMÉ

Un programme conçu pour durer : la conditionnalité et son influence potentielle sur l'élimination du plutonium militaire en Russie

En septembre 2000, la Fédération de Russie et les États-Unis ont convenu de traiter chacun 34 tonnes de plutonium militaire excédentaire afin d'en empêcher définitivement l'accès et l'utilisation aux fins militaires. C'est ce que l'on entend par « élimination ». En juin 2002, le G8 a chargé les négociateurs des pays donateurs et de la Fédération de conclure, en 2003, un accord-cadre multilatéral sur l'élimination des 34 tonnes de plutonium russe. Il est probable que cet accord prévoit l'utilisation des réacteurs nucléaires civils de la Russie, et il pourrait prendre des dizaines d'années à mettre en œuvre, depuis l'autorisation initiale jusqu'au traitement du dernier kilo de matière fissile. La conditionnalité a déjà fait l'objet de discussions. Cela signifie que les résultats du programme doivent respecter certains critères en ce qui concerne l'élimination du plutonium russe et, par conséquent, que les critères en question doivent figurer dans l'accord multilatéral. L'irréversibilité, la sûreté nucléaire et la protection de l'environnement font partie des principaux sujets de préoccupation. Le document soutient que la meilleure façon de s'assurer de la durabilité du programme d'élimination, en tenant compte des difficultés prévisibles, consiste à traiter de ces trois sujets de préoccupation le plus précisément possible dans l'accord-cadre multilatéral.

Le document cherche donc à montrer comment aborder la notion de conditionnalité de façon à garantir un processus d'élimination durable, notamment par la présentation d'opinions et de quelques recommandations. Pour le moment, l'objectif est de stimuler la discussion entre les négociateurs et les planificateurs du processus, et non de tirer des conclusions fermes. La perspective retenue est celle d'un pays donateur souhaitant l'établissement d'un mécanisme que la Fédération de Russie est en mesure d'accepter dès maintenant et dont la fiabilité à long terme est prouvée.

En fait d'irréversibilité, force est d'admettre que les mesures de stockage de garantie des deux parties constituent un obstacle important à l'élimination durable, tout comme la détermination de la Russie à accumuler du plutonium destiné à l'usage civil afin de réduire sa quantité de plutonium militaire. On appelle « contravention » ces difficultés, dont la principale est l'intention de la Russie de recourir au plutonium civil.

La contravention met en jeu la crédibilité et, par conséquent, la durabilité du programme d'élimination. Elle soulève les questions suivantes : Pourquoi investir tant d'efforts et d'argent dans chacun des deux pays pour traiter 34 tonnes de plutonium alors que de grandes quantités de ce métal sont gardées en réserve en prévision d'une éventuelle résurrection des forces stratégiques de la guerre froide? Pourquoi, en effet, puisqu'il serait tellement plus simple d'aider la Russie à transformer son plutonium en oxyde de plutonium, puis à l'entreposer jusqu'à ce que son industrie nucléaire soit en mesure d'en faire un usage commercial? Si, d'entrée de jeu, les questions de ce genre demeurent sans réponse, le programme d'élimination risque d'être attaqué de toutes parts si un incident se produit en Russie. La capacité même d'éliminer le plutonium militaire pourrait alors s'en trouver menacée.

La présente étude recommande de demander aux deux parties de faire preuve de bonne foi à l'égard de l'irréversibilité en entamant des négociations sur la réduction des stocks de